

VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE



L'actualité mondiale en quelques points

DÉF'INSEEC

NUMÉRO 16 - FIN MARS 2021



SOMMAIRE

3

EUROPE

*par Bastien POULIQUEN, Caroline TIMOTÉO, Clémence FROMONT
- correction par Clémence FROMONT*

6

MOYEN ORIENT

*par Louis PICOULEAU et Justin ROBERT
- correction par Justin ROBERT et Camille THIBAUT*

8

AFRIQUE

*par Arnaud LECHÊNE, Camille THIBAUT, Vincent RASTETTER
- correction par Vincent RASTETTER, Camille THIBAUT*

11

ASIE

*par Aline MARIN, Léane MARTIN, Anastasie ROBUCHON-LEE
- correction par Jasmine BEN LAHCENE*

14

AEROSPACE & CYBERSECURITY

*par Léa NOÉ et Alisée MOURA
- correction par Lola MARTENS*

RÉDACTRICE EN CHEF

Camille THIBAUT

LA TENTATION DU F-35

Le 28 février 2022, le chancelier allemand Olaf Scholz a annoncé dans une conférence de presse le choix du F-35 pour remplacer la flotte de chasseurs Tornado, vieillissante. L'Allemagne possède ces derniers depuis les années 1980, ils opèrent notamment dans des missions nucléaires et de guerre électronique. Le choix du F-35 s'explique par la nécessité de l'Allemagne d'accroître sa force de dissuasion via une capacité de frappe furtive à longue distance.

Selon les agences DPA et Reuters, Berlin aurait prévu l'achat de 35 F-35 en plus de 15 Eurofighter EF-2000. L'Allemagne posséderait ainsi un chasseur de 5e génération permettant à la Luftwaffe de se projeter au-delà de l'horizon 2040.



Cependant, ce potentiel accord soulève des interrogations en France quant à l'investissement allemand dans le projet SCAF. En effet, le député Jean Jacques Bridey, rapporteur du projet de loi relatif à la programmation militaire 2019-25, estime qu'un tel achat mettrait en doute la volonté de l'Allemagne de s'investir dans un projet de défense européen et *"pourrait sonner le glas des capacités techniques et industrielles européennes sur ce segment de défense"*. A cela, l'Allemagne répond par la nécessité d'un renouvellement sur le court terme de sa flotte, alors que le projet SCAF ne devrait pas voir le jour avant au moins 2035. Le F-35 offre, par ailleurs, une grande interopérabilité avec de nombreux membres européens de l'OTAN ayant déjà acquis l'appareil américain : la Finlande, le Royaume-Uni, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique, la Pologne et le Danemark.

Bastien POULIQUEN

EUROPE

LE CONFLIT RUSSE-UKRAINE : LA VOIE VERS UN COMPROMIS ET UN CESSEZ-LE-FEU

La détérioration des relations entre la Russie et l'Ukraine au cours des huit dernières années, après l'annexion de la Crimée, s'est transformée en un véritable conflit le 24 février 2022. Ce jour-ci, la Russie a décidé de mener une attaque sur les fronts du territoire ukrainien: au nord, à l'est et au sud, frappant des villes majeures comme Kiev, Kharkiv ou le port de Marioupol.



Après 26 jours de conflit et plusieurs pourparlers infructueux entre les deux pays, ajoutés au ralentissement de l'avancée militaire russe et au coût écrasant des sanctions économiques imposées par l'Occident, la Russie et l'Ukraine commencent à montrer une certaine volonté de compromis pour parvenir à un cessez-le-feu.

Cependant, qu'est-ce qui est vraiment en jeu? Pour la Russie, la neutralité ukrainienne, c'est-à-dire la non-adhésion à l'alliance Atlantique (OTAN), est essentielle ainsi que la reconnaissance de la Crimée comme appartenant à la Russie et les régions de Donetsk et Lougansk comme territoires indépendants. Pour Kiev, en revanche, pouvoir décider de son propre destin en tant qu'État souverain et entrer dans les alliances que le pays souhaite, quels que soient ses liens historiques ou en dépit de sa proximité géographique avec la Russie, est incontestable.

Le conflit continue ainsi de se prolonger. Toutefois, le Président ukrainien, Volodymyr Zelenskiy, se déclare prêt à rencontrer le Président russe, Vladimir Poutine, afin de discuter des territoires occupés, bien qu'il ne croit pas qu'un accord immédiat aboutisse. Entre-temps, il reconnaît également que l'Ukraine n'est pas encore prête à poursuivre son adhésion à l'OTAN et, par conséquent, des garanties de sécurité doivent être trouvées. Les négociations semblent loin d'être terminées.

Caroline TIMOTÉO

LA FRANCE NE TIENDRAIT-ELLE QUE TROIS JOURS EN CAS DE CONFLIT DE HAUTE INTENSITÉ ?

Le principal sujet des prochaines élections présidentielles est tourné vers la guerre en Ukraine, et l'intervention, ou non de la France et de l'OTAN dans le conflit. Si pour certains candidats le conflit restera en Ukraine et ne s'étendra pas au-delà, d'autres, comme Éric Zemmour, candidat de "*Reconquête !*" alertent le pays sur son manque de capacité, en cas de conflit de haute intensité il a même annoncé que la France ne pourrait tenir que « *seulement trois jours* ».

Le 2 mars 2022, s'est tenu un débat au Sénat concernant la question ukrainienne. Les députés se sont inquiétés du stock disponible des munitions françaises en cas de conflit. Parmi eux, un s'est particulièrement exprimé : Christian Cambon président LR de la commission des Affaires étrangères et de la Défense. Il a demandé au gouvernement « *d'aller plus loin* ». En effet, selon les données officielles, la France ne pourrait tenir qu'une quinzaine de jours en cas de conflit de haute intensité. La solution serait évidemment d'allouer un plus grand budget à l'armée. Le 19 mars dernier, Florence Parly, Ministre des Armées, a reçu une lettre rédigée par plusieurs parlementaires, indiquant que l'armée manquerait de munitions après quatre jours de conflit. Les chiffres se confrontent en même temps que les données des stocks. Bien que nous ne puissions pas définir de claires prévisions, il convient que la France n'est pas en mesure de combattre sur le long terme en cas de conflit de haute intensité. Cependant, le porte-parole du ministère des Armées, Hervé Grandjean, a répondu sur Twitter aux préoccupations. Il assure que les soldats français sont dans la mesure d'accomplir leur mission, qu'ils sont suffisamment entraînés.

Il met en avant les « *efforts massifs* » en termes d'investissements qui ont été réalisés sous le quinquennat d'Emmanuel Macron pour permettre à l'armée française « *de défendre les intérêts nationaux, quel que soit le type de conflit, de basse ou de haute intensité.* ». De plus, la Loi de programmation militaire 2019-2025 permet l'investissement de 7 milliards d'euros pour les dépenses allouées aux munitions sur cette période .



Clémence FROMONT

MOYEN-ORIENT

2022, L'ANNÉE RECORD DE LA PEINE DE MORT EN ARABIE SAOUDITE

2022 se profile déjà comme une année record en Arabie Saoudite pour le nombre de condamnés à mort. En effet, le samedi 12 mars a été marqué par un triste record. Celui du nombre d'exécutions pour condamnés à mort. Le ministère saoudien de l'Intérieur a annoncé le nombre de 81 hommes. Ce fait marque la plus importante exécution de masse organisée depuis 1980 dans le pays. En un jour, ce nombre dépasse le total des exécutions prononcées en 2021 dans le royaume du prince Mohammed ben Salmane : selon un décompte de l'AFP basé sur les déclarations officielles, l'Arabie Saoudite compte depuis le début de l'année, 92 condamnés à mort, ce qui est plus que les 69 exécutions de l'année précédente. Fondé sur la loi islamique de la charia, le système juridictionnel de l'Arabie Saoudite réprime toute dissidence. Lancées par Mohammed ben Salmane en 2017, les réformes sociales et économiques condamnent à la peine capitale : l'homicide, le viol, les attaques à main armée, la sorcellerie, l'adultère, la sodomie, l'homosexualité et l'apostasie.

Par ailleurs, la peine de mort pour les mineurs est toujours effective bien que les réformes annoncées en 2020 y ont légalement mis fin, excepté pour les crimes relevant de la Loi de lutte contre le terrorisme et dont les autorités saoudiennes auraient un recours abusif, ce que dénonce Amnesty International. Les événements du samedi 12 mars seraient liés à de « multiples crimes odieux » comme l'appui le gouvernement saoudien, liés au terrorisme. En outre, sur les 81 condamnés à mort, le royaume compte 73 Saoudiens, 7 Yéménites et 1 Syrien, liés à l'Etat islamique, à Al-Qaida, aux rebelles houthis yéménites et à d'autres organisations terroristes. L'ONG Amnesty International condamne fermement cette pratique et place l'Arabie Saoudite aux côtés des pires Etats exécuteurs à l'instar de l'Iran et de la Chine. Dans un climat de haute conflictualité internationale, la question des droits de l'homme resurgit et notamment celle de la peine de mort qui se pose comme une évolution des libertés fondamentales de tous.

Louis PICOULEAU



MOYEN-ORIENT

EN VISITE OFFICIELLE AUX ÉMIRATS ARABES UNIS, BACHAR AL-ASSAD ROMPT SON ISOLEMENT DIPLOMATIQUE

Mis au ban des nations depuis la guerre civile de 2011, la Syrie a pour la première fois rompu son isolement sur la scène internationale. En effet Bachar al-Assad a rendu visite au prince héritier d'Abou Dhabi, Mohammed Ben Zayed Al Nahyane le 18 mars 2022.

Le régime baasiste de Bachar a gagné la guerre civile : la Syrie est contrôlée majoritairement par les loyalistes. Ainsi, l'État cherche à se reconstruire économiquement puisque le pays a entièrement été ravagé par la guerre. Les Emirats arabes unis pourraient ainsi être un partenaire privilégié car ils possèdent certaines technologies de pointe : ils ont déjà prévu de construire une centrale photovoltaïque en Syrie, et un accord secret d'armements peut aussi possiblement être signé. En effet, les Emirats arabes unis cherchent à stabiliser la région afin de faire reculer l'influence iranienne, qui exporte énormément de pétrole en Syrie. De fil en aiguille le clan al-Assad, malgré les sanctions américaines, arrive à renouer des relations avec ses voisins : la Jordanie a rouvert sa frontière commune avec la Syrie, et Bahreïn a rouvert son ambassade à Damas.



Reste à savoir comment reconstruire le pays : 80% des Syriens vivent sous le seuil de pauvreté et selon l'ONU la reconstruction des infrastructures, nécessaires pour la reprise de son économie, coûterait 500 000 milliards de dollars. Le pays est traumatisé par la guerre et morcelé. Les kurdes possèdent une région autonome au nord du pays et l'Etat islamique n'est pas encore complètement vaincu.

Justin ROBERT

AFRIQUE

REVERS CONTRE L'ISWAP

Le dimanche 20 mars, l'armée nigériane a annoncé la mort du *wali* (chef) de la branche de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), Sani Schuwaran. Ce dernier était à la tête de l'organisation terroriste depuis novembre 2021. Le chef terroriste a été abattu par des hélicoptères de l'armée de l'air nigériane, dans l'Etat du Borno au nord-est du Nigéria, plus précisément dans la zone du gouvernement local de Marte. L'ISWAP est la filiale de l'Etat Islamique en dans cette région du monde. Créée en 2015 après avoir prêté allégeance à l'Etat Islamique, cette organisation était autrefois connue sous le nom de Boko Haram. Cependant, au moment de l'allégeance à l'EI, une scission s'est opérée entre les partisans de l'allégeance et ceux de l'autonomie. Cette scission a entraîné des combats entre les deux groupes terroristes, telle que la bataille de Kista Wulgo en septembre 2021. Ces combats entre groupes djihadistes ont entraîné la mort par l'ISWAP du chef historique de Boko Haram en mai 2021, Abubakar Shekau. Malgré la mort d'une de ses figures, le groupe terroriste reste une menace comme nous pouvons le voir avec les dernières attaques perpétrées par le groupe dans l'Etat de Borno.



À ce jour, aucune solution n'a été trouvée afin de résoudre le conflit qui fait rage entre l'État nigérian et l'ISWAP, malgré la division entre les factions djihadistes. En plus de la menace terroriste au nord, la population civile doit faire face à la montée des prix du baril de pétrole qui paralyse l'économie du pays, engendrée par la guerre en Ukraine.

Arnaud LECHÊNE

AFRIQUE

LE GOLFE DE GUINÉE, NOUVEAU TERRAIN DE LA RIVALITÉ SINO-AMÉRICAINE

Le 17 mars, le général Stephen J. Townsend, chef du commandement américain pour l'Afrique (AFRICOM) a déclaré et confirmé lors d'une audition au Congrès américain que l'Empire du Milieu serait sur le point d'établir une base navale sur la façade Atlantique de l'Afrique, du côté du Golfe de Guinée.

En décembre dernier, le Wall Street Journal révélait déjà que les États-Unis soupçonnaient Pékin de vouloir utiliser ses infrastructures portuaires construites dans la région à des fins militaires, notamment en Guinée équatoriale.

Le quotidien new-yorkais tire ses révélations de rapports classifiés des services de renseignements américains.



Le Golfe de Guinée est une zone stratégique en Afrique. En effet, la piraterie croissante dans la région n'est pas anodine : entre les nombreux pétroliers qui y transitent en direction de l'Europe et l'Amérique et la multiplication des découvertes de gisements de gaz et de plateformes pétrolières, la zone est un lieu clé du commerce mondial. Une dizaine de groupe armés opèrent au large avec du matériel sophistiqué. D'après France Info, près de « la moitié des 375 actes de criminalité maritime recensés en 2020 dans le monde ont eu lieu au large des côtes du Golfe de Guinée ». Cette insécurité de la région pourrait alors servir de prétexte aux militaires chinois pour s'implanter dans la zone alors que la France y déploie depuis 1990 un à deux bâtiments en opération CORYMBE de façon permanente afin de contribuer à diminuer l'insécurité maritime.

La Chine a centré son attention sur les villes de Bata, située en Guinée équatoriale, donnant directement sur le Golfe de Guinée et dont le port commercial en eau profonde a déjà été construit par la Chine, Kribi au Cameroun et Lekki au Nigéria, qui ont par ailleurs reçu des financements chinois pour la construction d'infrastructures.

« La chose qui m'inquiète le plus, c'est cette base militaire sur la côte Atlantique et c'est en Guinée équatoriale qu'ils ont l'effet de levier le plus puissant aujourd'hui » Le général souligne ici que l'océan Atlantique représente un corridor bien plus étroit que l'océan Pacifique pour rallier les côtes tant nord que sud-américaines. Ainsi la marine chinoise viendrait directement s'inviter dans le « pré-carré » de la Navy américaine « La première priorité est de dissuader ou d'empêcher une base chinoise sur la façade atlantique de l'Afrique », expose donc le général Townsend.

Camille THIBAUT

AFRIQUE

"PANEM ET CIRCENSES" ET GUERRE EN UKRAINE

La hausse des prix des produits de première nécessité peut constituer un indicateur d'instabilité d'une économie, ce qui peut entraîner des contestations socio-politiques, à l'instar du Vénézuéla ou de la Tunisie. Le rôle de l'alimentation pour apaiser une population nous est transmis par les Romains : "*panem et circenses*".

La guerre russo-ukrainienne, déclenchée par Vladimir Poutine fin février 2022, impacte considérablement le marché international des céréales. Bien que la Russie et l'Ukraine sont responsables de 8% de la production mondiale de céréales, les deux États sont aussi les principaux exportateurs de céréales avec 23% des exportations mondiales.

On estime qu'en 2022 l'Ukraine seule exporterait quelques 60 millions de tonnes de céréales. Au regard du contexte actuel, ce volume ne sera pas entièrement exporté, la population nationale étant prioritaire.

Par conséquent, les prix de certaines céréales ont été multipliés par trois lors de la première semaine de mars, à l'instar du prix du blé qui est passé de 100€ à 360€ par tonne, et du prix du maïs qui lui a effectué un sursaut de 128€ à 377€ par tonne.



Dans les pays en développement cette hausse rapide des prix dépasse les simples considérations économiques. Les principaux importateurs, l'Égypte, le Nigéria et l'Algérie, font face à une difficulté d'assurer l'alimentation en céréales de l'ensemble de leur population. S'ajoute à cela le fait que les engrais azotés dépendent largement de la disponibilité et du prix du gaz russe induisant une hausse des prix de ces engrais. Il en découle une récolte très probablement moins rentable, surtout dans les pays en développement ou qui font déjà face à d'autres problématiques propres. Avec une sécheresse accrue dans la Corne de l'Afrique et des instabilités persistantes dans la région, la situation apparaît tendue.

Néanmoins, la Russie se retrouve dans un besoin accru de monnaies étrangères et avec un stock de céréales à exporter, mais dont l'exportation se montre problématique. Ainsi, vendre des céréales constitue un intérêt majeur pour la Russie, qui pourrait profiter de la hausse des prix pour importer des monnaies étrangères dont elle dépend à ce moment.

Vincent RASTETTER

ÉLECTION DU NOUVEAU PRÉSIDENT SUD-CORÉEN YOON SUK-YEOL : VERS UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE PLUS FERME ?

Le jeudi 10 mars, l'agence de presse Yonhap annonce l'élection du conservateur Yoon Suk-yeol à la nouvelle présidence de la Corée du Sud, débutant en mai. Il l'emporte avec 48,59% des voix contre 47,79% pour Lee Jae-myung. Ancien procureur à Séoul et novice en politique, il est notamment connu pour son rôle-clé dans l'enquête qui avait abouti à la chute de la présidente Park Geun-hye et pour son antiféminisme affiché. En effet, la Corée du Sud connaît une fragmentation générationnelle tant au niveau politique (tous les ex-présidents encore en vie font de la prison pour corruption) que social (heures de travail rallongées et discriminations sexistes).

Le retour au pouvoir du Parti du Pouvoir au Peuple (PPP) annonce une politique étrangère plus musclée, notamment après la promesse du conservateur de mener une politique plus agressive envers la Corée du Nord, qui depuis début janvier a lancé une série record de tirs d'essai.

Mr. Yoon a appelé à un rapprochement avec son allié américain, à la suite d'une entrevue avec le Président américain Joe Biden, s'engageant à maintenir une «*coordination étroite*» sur la Corée du Nord. Il cherche également à établir un partenariat «*orienté vers l'avenir*» avec le Japon alors qu'un entretien téléphonique fût échangé avec le Premier Ministre japonais Fumio Kishida.

Le PPP est historiquement connu pour promouvoir une alliance sécuritaire accrue entre le Japon, la Corée du Sud et les États-Unis sur la question nord-coréenne. La Chine a aussi félicité Yoon Suk-yeol, appelant le futur président à une diplomatie équilibrée dans le contexte de sa rivalité avec les États-Unis. La promesse d'une militarisation sud-coréenne et d'un rapprochement stratégique avec Washington pourrait alors entraîner une nouvelle source de tension, tant avec la Corée du Nord que la Chine.

Aline MARIN



ASIE

MARINES NAVALES DE LA RPC ET DES USA EN FACE À FACE DANS LE DÉTROIT DE TAIÛAN

Vendredi 18 avril, le porte avion de l'armée de la libération chinoise – Shandong- et le destroyer étasunien ont navigué au large du détroit de Taiwan, l'île revendiquée historiquement par son voisin de l'Est.

Ce détroit est une zone éminemment sensible, où les tensions sont exacerbées notamment par le conflit en Ukraine. En effet, depuis l'invasion russe du territoire ukrainien, les craintes sur Taiwan ne cessent de s'accroître, raison pour laquelle les Etats-Unis ont tenu à rappeler la souveraineté de l'île ainsi que le droit de circuler librement dans les eaux internationales.

Or, loin de cette lecture géopolitique, le dirigeant Xi Jinping a déclaré à son homologue américain que la question de Taiwan devait être traitée correctement, au risque d'engendrer des impacts subversifs sur les relations des deux pays.

En guise de réponse, Joe Biden n'a pas manqué de rappeler lors d'un appel diplomatique tenu dans le week-end, que la Maison Blanche continuait à «*s'opposer à tout changement diplomatique unilatéral du statut quo*».

Léane MARTIN



ASIE

LES ÎLES KOURILES TOUJOURS SOURCE DE DISCORDE ENTRE LA RUSSIE ET LE JAPON



Lundi 21 mars, la Russie annonce abandonner les négociations d'un traité de paix avec le Japon en raison de « *la position inamicale* » de Tokyo face au conflit ukrainien. Ces négociations perdurent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les deux puissances se disputant la possession des quatre îles de l'archipel des Kouriles limitrophes de la région d'Hokkaido japonaise et de la péninsule du Kamchatka russe.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, Tokyo a ouvertement fait part de son inquiétude notamment par rapport aux dérogations au droit international la qualifiant d' « *atteinte inacceptable à la souveraineté de l'Ukraine* ». Le Japon, en accord avec ses alliés américains, a en effet appliqué des sanctions économiques et financières très strictes sur Moscou.

En parallèle, la Russie multiplie les actions de défiance militaire contre le Japon. Depuis le mois de février des exercices militaires prennent place autour de l'archipel japonais entre l'île d'Hokkaido et de la Sibérie orientale.

En seulement quinze jours, 24 navires de la marine russe y ont été en mouvement. Néanmoins aucun des bâtiments pourtant armés de missiles et de torpilles n'ont violé les eaux territoriales.

Dans le contexte de la guerre en Ukraine ces exercices en eux-mêmes ne constituent pas une menace concrète mais plutôt une démonstration de force comme le déclare le Ministre de la Défense nippon.

Anastasie ROBUCHON-LEE

AEROSPACE

LA MISSION EXOMARS 2022 EST OFFICIELLEMENT SUSPENDUE

Le programme ExoMars, qui a pour but de rechercher des traces de vie sur la planète rouge, se décompose en deux missions, la première mission ExoMars 2016 visait à mettre en orbite de Mars un satellite TGO pour étudier son atmosphère, la seconde mission ExoMars 2022 prévoyait le lancement d'ici le mois de septembre de Rosalind-Franklin, un rover dont la mission était de forer la planète.

En raison de la guerre qui fait rage en Ukraine et parce que le programme ExoMars était mené depuis 2012 en coopération avec Roscosmos, l'agence spatiale Russe ; l'Agence spatiale européenne a décidé à l'unanimité lors de son dernier Conseil d'arrêter sa coopération spatiale avec la Russie et donc de suspendre la mission ExoMars 2022. Cette suspension était à prévoir au vu des sanctions européennes prises envers le régime russe mais elle reste tout de même regrettable pour l'avancée des recherches sur Mars.



Pour l'instant aucune date officielle n'a pu être fixée mais il semblerait qu'une nouvelle version d'ExoMars ne pourrait pas voir le jour avant 2026. De fait, avant de définir une nouvelle date, il faudra déterminer comment remplacer les équipements russes, tels que la plateforme d'atterrissage et le logiciel de vol puisque le rover devait être transporté dans une fusée russe, Soyuz, et se poser sur la planète rouge grâce à l'atterrisseur Kazatchok, russe également

Cette mission était initialement prévue pour 2020 mais la situation sanitaire avait déjà repoussé son lancement à 2022. Par ailleurs, cette décision impacte évidemment d'autres missions qui reposent, elles aussi, sur le lanceur Soyuz.

Léa NOÉ

CYBERSECURITY

LE CYBER-ÉVÈNEMENT VIASAT

Le jour de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, un "cyber-événement" a provoqué une panne sur Viasat, un opérateur de satellite américain dont Orange, notamment, est client via une filiale. Selon Orange, « près de 9000 abonnés » d'un service internet par satellite de sa filiale Nordnet, en France, sont privés d'internet. Eutelsat, maison mère du service d'internet par satellite bigblu, a également confirmé qu'environ un tiers des 40 000 abonnés de bigblu en Europe (Allemagne, France, Hongrie, Grèce, Italie, Pologne) était affecté par la panne sur Viasat.

Les spécialistes militaires et cyber redoutent que le conflit russo-ukrainien ne donne lieu à une flambée de cyber-attaques, un « cyber-Armageddon » aux conséquences importantes pour les civils en Ukraine et en Russie, mais aussi dans le reste du monde, par effet de débordement ou « d'éclaboussure », selon le terme employé récemment par un responsable militaire français. C'est en partie pourquoi le directeur adjoint de l'agence de cybersécurité ukrainienne, Viktor Zohra, est revenu sur l'attaque et ses conséquences à l'occasion d'une conférence de presse rapportée par Le Monde. Il explique notamment que l'attaque informatique ayant visé Viasat a causé « une énorme perte de communication au début de la guerre » pour l'Ukraine. Dans une dépêche publiée par Reuters, on apprend également que l'attaque intéresse de très près les services français et américain. Ainsi, l'Anssi et la NSA travaillent avec les services de renseignement ukrainiens sur l'analyse de l'attaque ayant paralysé les connexions au satellite KA-SAT.

Viasat aurait également engagé la société de cybersécurité Mandiant pour enquêter sur les circonstances de l'attaque. Selon l'agence de presse, l'armée ukrainienne et la Police du pays étaient clients des services de Viasat pour assurer leur connexion à internet. L'agence de cyberdéfense américaine a demandé « à toutes les organisations d'abaisser considérablement leur seuil de signalement et de partage des indications de cyberactivité malveillante », vu « la situation géopolitique actuelle », explique-t-elle.

La CISA et le FBI établissent une longue liste de recommandations, des mesures « d'atténuation », a été transmise au fournisseur de réseau par satellites et aux gestionnaires d'infrastructures critiques dépendant du réseau satellite. Dans cette liste, on retrouve différents types de conseils : du très classique « utilisez et appliquez des mots de passe forts et complexes », à des conseils plus spécifiques, comme se tenir au courant des cyber-menaces propres au réseau SATCOM. Selon Michel Friedling, commandant français de l'espace, les terminaux de l'entreprise américaine sont définitivement inutilisables. Une déclaration niée par Viasat qui a assuré travailler « activement avec les distributeurs pour rétablir le service pour les utilisateurs de haut débit fixe en Europe touchés par cet événement, en se concentrant en priorité sur les infrastructures critiques et l'aide humanitaire ». Par ailleurs, en Russie, des sites institutionnels ont également été rendus inaccessibles depuis l'étranger, pour les protéger d'attaques en déni de service (DOS) qui les rendaient régulièrement inopérants.

Alisée MOURA

SOURCES

- **EUROPE**

- **La tentation du F-35**

- Opex360 : Berlin a pris la décision de principe d'acquérir une trentaine de chasseurs-bombardiers F-35A
- L'usine nouvelle : L'Allemagne concilie l'achat de F35 américains et son engagement dans le futur avion de combat européen

- **Le conflit Russe-Ukraine : la voie vers un compromis et un cessez-le-feu**

- Ukraine war in maps: Tracking the Russian invasion - BBC News
- Ukraine president Zelenskiy insists on meeting with Putin | Reuters
- Analysis: Two weeks into Ukraine war, analysts detect faint glimmers of compromise emerge | Reuters
- Security guarantees for Ukraine are 'on the negotiating table', Ukrainian negotiator says | Reuters
- Russia and Ukraine give brightest assessment yet of progress in talks on war | Reutersp

- **La France ne tiendrait-elle que trois jours en cas de conflit de haute intensité?**

- Public Sénat : Guerre de haute-intensité : la France a-t-elle suffisamment de munitions ?
- Le Figaro : L'armée française ne dispose-t-elle que de trois jours de stocks de munitions ?

- **MOYEN-ORIENT**

- **2022, l'année record de la peine de mort en Arabie Saoudite**

- France 24. "Peine de mort : l'Arabie saoudite exécute 81 personnes en un jour"
- Amnesty international. "Arabie saoudite. L'exécution collective de 81 hommes souligne l'urgente nécessité de l'abolition de la peine de mort"
- Le Monde. "L'Arabie saoudite, royaume de la peine de mort"
- Le Devoir. "L'Arabie saoudite tue 81 personnes lors de sa plus grande exécution de masse"

- **En visite officielle aux Emirats arabes unis, Bachar al-Assad rompt son isolement diplomatique**

- Le Monde. « Bachar Al-Assad aux Emirats arabes unis pour rompre son isolement diplomatique »
- Le Figaro. « Accord entre la Syrie et les Emirats pour la construction d'une centrale photovoltaïque »
- Courrier International : « Les Émirats arabes unis déroulent le tapis rouge à Bachar Al-Assad »
- Terra Bellum. « Que devient la Syrie de Bachar al-Assad ? (après 11 ans de guerre) »

SOURCES

- **AFRIQUE**

- **Revers contre l'ISWAP**

- Daily Post. « Bako Gorgore to replace killed ISWAP leader, Sani Shuwaram »
- The Guardian. « Air force allegedly kill ISWAP leader, Sani Shuwaram, others »
- The Wall Street Journal. «Islamic State, Seeking Next Chapter, Makes Inroads Through West Africa »

- **Le Golfe de Guinée, nouveau terrain de rivalité sino-américaine**

- BERTRAND Matthias, « Comment la Chine pourrait se rapprocher des côtes américaines en implantant une base navale en Afrique de l'Ouest », Business AM, 21 mars 2022
- LAGNEAU Laurent, « Selon un général américain, la Chine serait sur le point d'établir une base navale sur la façade Atlantique de l'Afrique », Opex 360, 20 mars 2022
- « Base militaire. La Guinée équatoriale, nouveau terrain de la "concurrence mondiale" sino-américaine ? », Courrier international, 8 décembre 2021
- France Info Afrique avec AFP, « Le golfe de Guinée, zone la plus exposée à la piraterie maritime et aux enlèvements dans le monde », France Info, 11 novembre 2021
- Ministère des Armées, « Opération Corymbe »

- **"Panem et circenses" et guerre en Ukraine**

- Alfons Deter. "Ukraine Krieg : Getreidehändler warnen vor Engpässen bei Welt-Getreideversorgung", TopAgrarOnline, 7 mars 2022.
- Nicolas Cecil. "The Ukrainian president sounded the alarm over the threat of looming food shortages in other nations on several continents", Evening Standard, 23 mars 2022.
- David Ubilava. "Ukraine war to hit global grain supplies : Sudden shortages and price hikes will hit poor countries and their poorest citizens the hardest", AsiaTimes, 15 mars 2022.
- BBC world service. "Ukraine war: Egypt fixes bread price amid wheat shortage", 21 mars 2022.
- Financial Times, "Ukraine war sparks food shortages in Arab nations as wheat prices soar", Financial Times, 21 mars 2022.
- Cyrielle Cabot, "War in Ukraine sparks concerns over worldwide food shortages", France24, 17 mars 2022.
- Reuters, "Ukraine's farmers stalled, fueling fears of global food shortages", Reuters, 11 mars 2022.
- Keith Good, " "Global Food Crisis" Possible- – "No Precedent Even Close to This Since World War II" ", FarmPolicyNews, 21 mars 2022.

SOURCES

- **ASIE**
 - **Élection du nouveau président sud-coréen Yoon Suk-yeol : vers une politique étrangère plus ferme ?**
 - AFP. "Corée du Sud : le conservateur misogyne Yoon Suek-yeol élu président". France 24. (2022).
 - AFP. "Corée du Sud: le conservateur Yoon Suk-yeol élu président". *Le Point*. (2022).
 - AFP. "En Corée du Sud, les électeurs aux urnes pour choisir leur nouveau président". France 24. (2022).
 - "Pékin félicite Yoon Suk-yeol pour sa victoire au scrutin présidentiel". *KBS World French*. (2022).
 - Mathieu. "(LEAD) Le Premier ministre japonais souhaite travailler avec le président élu de la Corée du Sud". *Agence de Presse Yonhap*. (2022).
 - Hyung-jin Kim and Kim Tong-hyong. "South Korea's president-elect promises military buildup". *DefenseNews*. (2022).
 - **Marines navales de la RDC et des USA dans le Déroit de Taïwan**
 - AFP. « Des navires de guerre chinois et américain dans le Déroit de Taïwan ». *l24News*. (2022).
 - AFP. « Les EUA insistent: les revendications de Pékin en mer de Chine sont illégales » *7sur7*. (2022).
 - AFP et Ouest France. « Un navire de guerre américain franchit le déroit de Taïwan, la Chine dénonce « une provocation ». *OuestFrance*. (2022).
 - Reuters. « Xi affirme qu'une mauvaise gestion des problèmes de Taïwan affectera les relations sino-américaines ». *The Asahi Shimbun*. (2022).
 - AFP. « Des navires de guerre chinois et américains dans le déroit de Taïwan ». *La nouvelle*. (2022).
 - AFP. « Le ministère taiwanais de la Défense a confirmé vendredi le passage dans le déroit de Taïwan du porte-avions chinois Shandong ». *Paris Match*. (2022).
 - **Les îles Kouriles toujours source de discordes entre la Russie et le Japon**
 - Laurent Lagneau. La Russie met un terme aux discussions sur un traité de paix avec le Japon. *Opex360*. (2022).
 - Philippe Mesmer, Philippe Pons. La guerre en Ukraine suscite l'inquiétude à Tokyo et Séoul. *Le Monde*. (2022).
 - *Asahi Shimbun*. Vue du Japon. En pleine guerre contre l'Ukraine, l'armée russe s'active aussi en Asie. *Courier International*. (2022).

SOURCES

- **AÉROSPACE**

- **La mission ExoMars 2022 est officiellement suspendue**

- Rémy Decourt (20/03/2022). ExoMars : la recherche de la vie sur Mars va encore devoir attendre... Futura Sciences. Consulté le 20/03/2022. [En ligne].
- Laurence Alexandrowicz (18/03/2022). La guerre nous éloigne de Mars : suite aux sanctions l'ESA suspend la mission ExoMars. Euronews. Consulté le 20/03/2022. [En ligne].
- Pierre-François Mouriaux (18/03/2022). La mission ExoMars 2022 est suspendue. Air Cosmos. Consulté le 20/03/2022. [En ligne].

- **CYBERSECURITY**

- **Le cyber-événement viasat**

- Le FBI et la CISA craignent pour la cybersécurité du réseau SATCOM après l'épisode Viasat (siecledigital.fr)
- Viasat, « une énorme perte de communication » pour l'Ukraine - ZDNet
- Technologies. Une cyber-attaque prive des milliers d'internautes de réseau en France (vosgesmatin.fr)
- La guerre en Ukraine se joue aussi dans l'espace (lanouvellerepublique.fr)





SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

